

OUAGADOUGOU, BURKINA FASO

4-8 DÉCEMBRE 2012 



SEMAINE DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

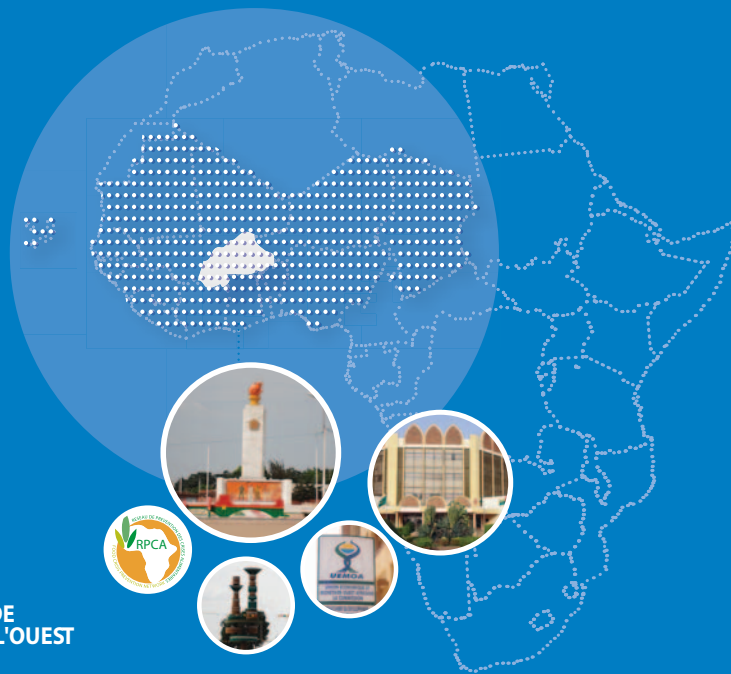
28^E RÉUNION ANNUELLE DU RÉSEAU DE PRÉVENTION DES CRISES ALIMENTAIRES

→ AGIR : CÉRÉMONIE DE LANCEMENT

12^E RÉUNION DU COMITÉ DES PARTENAIRES DU CILSS

FORUM DU CLUB : « PEUPLEMENT, MARCHÉ ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE »

RÉUNION DU GROUPE D'ORIENTATION POLITIQUE DU CLUB



SAHEL AND
WEST AFRICA

Club  DU SAHEL ET DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST



Président
Blaise COMPAORÉ



Sommaire

- ▶ Bienvenue au « pays des hommes intégrés » 3
- ▶ 28^e Réunion annuelle du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) 5
- ▶ AGIR : Cérémonie de lancement 9
- ▶ 12^e Réunion du Comité des partenaires du CILSS (CPC) 10
- ▶ Forum du Club : « Peuplement, marché et sécurité alimentaire » (POA) 11
- ▶ Réunion du Groupe d'orientation politique du Club (GOP) 15
- ▶ Who's who ? 16



Bienvenue au pays des hommes « intégrés »

par Son Excellence Monsieur Beyon Luc Adolphe Tiao, Premier Ministre du Burkina Faso

C'est un grand honneur pour le Burkina Faso d'accueillir la première édition de la « Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest » qui est avant toute chose la semaine de l'intégration régionale.

« Pays des hommes intègres », le Burkina Faso est aussi le « pays des hommes intégrés ». Il est au centre géographique de l'espace de la CEDEAO. Il partage ses frontières avec des pays frères qui appartiennent tous aux mêmes institutions régionales.

Il héberge le siège de plusieurs organisations régionales, notamment la Commission de l'UEMOA sous la direction de S. E. M. Cheikhe Hadjibou Soumaré et le Secrétariat exécutif du CILSS sous la direction du professeur Alhousseini Bretaudeau ; - toutes les deux institutions œuvrant au service de la coopération et de la solidarité régionale.

L'attachement de la classe politique et de la société civile à l'idéal d'intégration régionale représente un atout majeur. Le Burkina Faso est la terre d'accueil de nombreux acteurs de développement : associations professionnelles, coopératives, organisations de la société civile, ONG nationales.

**« Pays des hommes intègres »,
le Burkina Faso est aussi
le « pays des hommes intégrés ».**



Certains ont une vocation et un rayon d'action régional. À titre d'exemples : le Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) ou le Centre de développement de la jeunesse et des sports de la CEDEAO (CDJS). Son tissu associatif très dense et l'engagement des citoyens burkinabè sont aussi les moteurs de cette vocation régionale de notre pays.

Le Burkina Faso joue ainsi avec une grande fierté son rôle intégrateur, notamment à travers ses efforts de médiation pour la paix, le règlement des conflits et la gestion des crises. Citons plus particulièrement, le récent engagement de S.E.M. Blaise COMPAORÉ, Président du Faso, par l'unanime volonté de ses pairs, comme médiateur officiel de la CEDEAO dans la crise malienne.

Comme le dit le Président du Faso : « Notre politique extérieure est résolument tournée vers le dialogue politique et la recherche d'une paix durable, en tant que préalable à la construction d'une entité régionale forte et unifiée ; elle continuera d'être fidèle à la vocation intégrative de notre pays. [...] Dans le contexte de la mondialisation, l'Afrique n'a d'autres choix que de s'organiser en tant que bloc régional face au reste du monde. »¹

Notre vision du Burkina Faso est fondée sur un contrat de développement solidaire. Les défis de développement dans notre pays restent nombreux, notamment dans le domaine de la sécurité alimentaire. Si la malnutrition chronique globale recule, elle représente encore un tiers des causes directes et indirectes de mortalité des enfants de moins de cinq ans. Plus d'un million d'enfants burkinabè souffrent toujours de malnutrition chronique.

¹ Programme pour un développement solidaire, Président Blaise Compaoré.

C'est pourquoi nous sommes particulièrement heureux d'accueillir la réunion de lancement officiel de l'Alliance globale pour l'Initiative Résilience – Sahel et Afrique de l'Ouest (AGIR). Si ce partenariat international peut appuyer nos politiques de renforcement durable de la résilience des populations vulnérables, si elle peut contribuer à faire baisser le taux de malnutrition aigüe en-dessous du seuil d'alerte de 10 %, alors elle sera une œuvre utile !

Je ne doute pas qu'il en sera ainsi. Aussi, mon pays, le Burkina Faso ne fera l'économie d'aucun sacrifice pour favoriser la réussite de cette initiative mondiale au service des politiques sahéniennes et ouest-africaines.

À tous les participants venus d'horizons divers, je souhaite la bienvenue en terre hospitalière du Burkina Faso, des débats fructueux et d'excellentes délibérations !

Beyon Luc Adolphe Tiao

Premier Ministre du Burkina Faso

28^e Réunion annuelle du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA)

La réunion examinera comme chaque année la situation et les perspectives alimentaires et nutritionnelles régionales et formulera sur cette base des recommandations aux décideurs politiques nationaux, régionaux et internationaux. La 28^e réunion sera plus particulièrement consacrée au thème de « la maîtrise de l'eau et la sécurité alimentaire ».

Le « Menu d'instruments de gestion des crises alimentaires » s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre de la Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires. Il vise à favoriser une meilleure utilisation des instruments de réponse en fonction de la nature, sévérité et ampleur de chaque crise alimentaire et nutritionnelle.

MARDI 4 DÉCEMBRE 2012

Salle DIMAAKO

08h30 – 09h00

Accueil et enregistrement des participants

09h00 – 10h15

Ouverture

- Mot de bienvenue par le Prof. Alhousseïni Bretaudeau, Secrétaire exécutif, CILSS
- M. François-Xavier de Donneau, Président du Club
- Représentant du Brésil
- S.E.M. Djimé Adoum, Ministre Coordonnateur du CILSS et Ministre de l'agriculture et de l'irrigation, Tchad
- M. Ibrahima Diémé, Commissaire, dév. rural, ressources naturelles et environnement, UEMOA
- Dr. Lapodini Marc Atouga, Commissaire, agriculture, environnement et ressources en eau, CEDEAO
- Ouverture officielle par Dr. Laurent G. Sédogo, Ministre de l'agriculture et de l'hydraulique, Burkina Faso

10h15 – 10h30

Mise en place du présidium et validation du programme

10h30 – 10h45

Pause café

MENU D'INSTRUMENTS DE GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES

Le 17 novembre 2011, les Ministres en charge de l'agriculture et de l'élevage des pays membres de la CEDEAO, de la Communauté des États indépendants et de l'Union africaine ont adopté à Conakry la « Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires ». La « Charte » a introduit des principes que le RP (Réseau de Prévention des Crises Alimentaires) doit appliquer dans son action. Elle a également défini les rôles et responsabilités de chaque pays membre de la CEDEAO, de la Communauté des États indépendants et de l'Union africaine. Elle a également défini les rôles et responsabilités de chaque pays membre de la CEDEAO, de la Communauté des États indépendants et de l'Union africaine. Elle a également défini les rôles et responsabilités de chaque pays membre de la CEDEAO, de la Communauté des États indépendants et de l'Union africaine.

LE MENU D'INSTRUMENTS DE GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES

Le présent « Menu d'instruments de gestion des crises alimentaires » a été élaboré dans le cadre de la mise en œuvre de la Charte pour laquelle les parties concernées se sont engagées. Le présent « Menu d'instruments de gestion des crises alimentaires » a été élaboré dans le cadre de la mise en œuvre de la Charte pour laquelle les parties concernées se sont engagées.

Session 1 : Situation agricole et actions envisagées

10h45 – 12h30

→ Président : Dr. Lapodini Marc Atouga, Commissaire de la CEDEAO

Bilan prévisionnel de la campagne agricole 2012-2013, impacts et recommandations

→ Mme Maty Ba Diao, Chef du Département Information et Recherche, CILSS/AGRHYMET

Évolution des marchés des denrées alimentaires au niveau régional et international

→ M. Moussa Cissé, Coordonnateur du programme régional d'appui à l'accès aux marchés, CILSS/SE

→ M. Ibrahim Laouali, Représentant régional, FEWS NET, Afrique de l'Ouest

→ M. Jean Senahoun, Économiste, Département du développement économique et social, FAO

Recommandations et actions envisagées dans les zones à risque et pour les populations vulnérables

→ M. Amadou Mactar Konaté, Expert en sécurité alimentaire, CILSS/SE

Actions envisagées par les partenaires au développement

→ Acteurs régionaux et internationaux : PAM, ECHO, OCHA, OXFAM

12h30 – 13h30

Débat

13h30 – 14h30

Pause déjeuner

14h30 – 15h30

Débat (suite) et finalisation du communiqué final

Session 2 : Expérience du Brésil en matière de lutte contre la faim et enseignements

15h30 – 16h30

→ Président : M. Ibrahima Diémé, Commissaire de l'UEMOA

Présentation par un représentant du Brésil

Débat

16h30 – 16h45

Pause café

Session 3 : Processus de renforcement du RPCA

16h45 – 18h30

→ Président : Prof. Alhousseïni Bretaudeau, CILSS/SE

→ Introduction par M. Sibiri Jean Zoundi, Administrateur principal, Secrétariat CSAO/OCDE

→ Présentation sur la communication par M. Abdoul Karim Dankoulou, Expert en multimédia, CILSS/SE et Mme Julia Wanjiru, Chargée de communication, Secrétariat CSAO/OCDE

Débat et synthèse

MERCREDI 5 DÉCEMBRE 2012

Session 4 : Maîtrise de l'eau et sécurité alimentaire

08h00 – 10h15

→ Président : Dr. Lapodini Marc Atouga, Commissaire de la CEDEAO

Panel 1 : Promotion des investissements dans la maîtrise de l'eau pour l'agriculture irriguée

→ Modérateur : M. Issa Martin Bikienga, Conseiller du Ministre de l'agriculture et de l'hydraulique, Burkina Faso

Introduction du panel par le modérateur

Intervention des panélistes :

→ Projet du pôle de croissance de Bagré, par M. Issaka Kargougou, Directeur général, Maison de l'entreprise, Burkina Faso

→ L'irrigation d'appui au Burkina Faso : stratégie d'adaptation aux poches de sécheresse, par M. Oumar Traoré, Directeur de l'aménagement et du développement de l'irrigation, MEA, Burkina Faso

→ Initiative de la Coalition mondiale sur l'eau au Sahel : quelles perspectives pour l'investissement dans la maîtrise de l'eau au Sahel et en Afrique de l'Ouest ?, par M. Clément Ouédraogo, Coordonnateur PRAME, CILSS/SE

Débat

10h15 – 10h45

Pause café

10h45 – 13h00

Panel 2 : Options technologiques pour une popularisation de l'agriculture irriguée

→ Modérateur : M. Moussa Amadou, Président, ARID

Introduction du panel par le modérateur

Intervention des panélistes :

→ M. Amadou Keita, Enseignant-chercheur en irrigation et drainage, ZIE, Burkina Faso

→ Technologies d'irrigation : problématique de vulgarisation, expérience de l'étude WAIPRO, M. Rémi Coulibaly, ARID

Débat

13h00 – 14h00

Pause déjeuner

14h00 – 15h00

Mise en œuvre de la Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires

→ Modérateur : M. Sibiri Jean Zoundi, Administrateur principal, Secrétariat CSAO/OCDE

→ Processus de diffusion et d'évaluation de la Charte, par M. Sibiri Jean Zoundi

→ Validation du Menu d'instruments de gestion des crises alimentaires, par Mme Coralie David, Secrétariat CSAO/OCDE

→ Présentation du rapport d'évaluation de la société civile sur l'état des lieux de la mise en œuvre de la Charte, par M. Moussa Tchangari, Coordonnateur, Consortium du droit à l'alimentation

15h00 – 16h00

Conclusions et recommandations de la 28^e réunion du RPCA

- Président : M. François-Xavier de Donnea, Président du Club
- Synthèse et recommandations de la discussion thématique « Maîtrise de l'eau et sécurité alimentaire »
- Lecture du Communiqué final et annonce de la 29^e réunion annuelle du RPCA

16h00 – 16h30

Cérémonie de clôture

- Opportunités de coopération : intervention par un représentant du Brésil
- Intervention par S.E.M. Djimé Adoum, Ministre Coordonnateur du CILSS
- Principaux enseignements : Interventions de la CEDEAO, de l'UEMOA et du CILSS
- Discours de clôture par Dr. Laurent G. Sédogo, Ministre de l'agriculture et de l'hydraulique, Burkina Faso

Cérémonie d'ouverture du RPCA et de lancement de l'Alliance globale pour l'Initiative Résilience - Sahel et Afrique de l'Ouest (AGIR)

Lors d'une consultation de haut niveau avec les organisations régionales ouest-africaines, le 18 juin 2012 à Bruxelles à l'invitation de l'Union européenne, les participants ont convenu de fédérer leurs efforts autour d'un partenariat international pour la résilience par le biais d'une initiative baptisée AGIR : Alliance globale pour l'Initiative Résilience – Sahel et Afrique de l'Ouest.

En réponse à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition chroniques, l'initiative vise à promouvoir une plus grande résilience des populations vulnérables en harmonisant les réponses aux situations d'urgence et aux causes structurelles. En ligne avec les principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, cette alliance globale prône la synergie et la coordination entre les partenaires en vue d'une meilleure efficacité de l'action collective en matière de sécurité alimentaire.

JEUDI 6 DÉCEMBRE 2012

Salle DIMAAKO

08h30 – 10h00	Arrivée et installation des participants
10h00 – 10h30	Mot de bienvenue du Burkina Faso
10h30 – 11h00	Lecture de la Déclaration commune des parties prenantes de l'Alliance
11h00 – 11h10	Introduction du Président du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
11h10 – 11h35	Représentants de la Communauté internationale
11h35 – 11h45	Représentants ouest-africains des producteurs agricoles, de la société civile et du secteur privé
11h45 – 12h15	Représentants des pays ouest-africains et des organisations régionales
12h15 – 12h30	Discours de lancement de l'Alliance
12h30 – 13h00	Conférence de presse
13h00	Réception

Les participants à la consultation de haut niveau le 18 juin ont conclu que « Ce partenariat doit être clairement piloté par les pays concernés et ancré dans la région ».

Depuis juin, une série de consultations se sont tenues. Les partenaires internationaux se sont réunis à Bruxelles le 23 juillet, les organisations régionales le 10 septembre à Abidjan, les producteurs agricoles, la société civile et le secteur privé le 22 octobre à Ouagadougou. Enfin, toutes les parties prenantes ont tenu une réunion d'experts les 7-8 novembre à Paris. Ces consultations préliminaires ont permis de formuler une feuille de route provisoire.

Prochaines étapes

Un groupe de travail technique précisera le contenu des objectifs spécifiques de la feuille de route ainsi que les indicateurs qui seront utilisés pour en suivre la mise en œuvre. Des dialogues nationaux inclusifs seront engagés dans les pays cibles. La feuille de route sera définitivement approuvée en avril 2013 à l'occasion de la réunion restreinte du RPCA .

12^e Réunion du Comité des partenaires du CILSS

Cette réunion statutaire regroupe le CILSS et ses principaux partenaires pour faire régulièrement le point de leur collaboration. Elle porte plus particulièrement sur les questions prioritaires actuelles : la recherche de financements durables, le rapprochement entre le CILSS et la CEDEAO et l'opérationnalisation de la coalition mondiale sur l'eau au Sahel. Le CILSS et ses partenaires discuteront également des modalités de conduite des dossiers techniques liés à la biosécurité, les pesticides et les semences, couvrant la région ouest-africaine et à mener en collaboration avec la CEDEAO et l'UEMOA.



**Comité Permanent Inter Etats de Lutte
contre la Sécheresse dans le Sahel**

Le CILSS : un autre Sahel est possible !



JEUDI 6 DÉCEMBRE 2012

Salle LAFIA

14h00 – 18h00

- ▶ **Etat d'avancement de la mise en œuvre des recommandations de la 11^e réunion du CPC du 7 décembre 2011, Praia**
M. Ibrahim Lumumba Idi-Issa, Chef de l'unité d'appui au management - suivi-évaluation
- ▶ **Restitution des conclusions de la 47^e session ordinaire des Ministres du CILSS, N'Djaména, 2-3 juillet 2012**
M. Braoussala Blamsia, Secrétaire exécutif adjoint
- ▶ **Information sur la séance de travail CILSS / CEDEAO / UEMOA du 10 décembre 2012**
M. Mahalmoudou Hamadoun, Coordonnateur du Programme régional d'appui à la sécurité alimentaire – lutte contre la désertification – population et développement (PRA/SA-LCD-POP DEV)
- ▶ **État d'avancement de la mise en œuvre des Conventions UE/AFD/FFEM**
M. Mahalmoudou Hamadoun
- ▶ **Information sur la tenue de la 2^e réunion du Comité régional de pilotage des programmes**
M. Mahalmoudou Hamadoun
- ▶ **Questions diverses**

Forum du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

Perspectives ouest-africaines : « Peuplement, marché et sécurité alimentaire »

Les politiques agricoles et alimentaires ouest-africaines ont toutes pour objectif de nourrir une population en forte croissance et de plus en plus urbaine. Mais au-delà de cet énoncé, sont-elles en mesure d'intégrer ces phénomènes et leurs implications ? Telle est la question centrale du Forum qui s'appuie sur une réflexion menée en 2011 et 2012 dans le cadre de l'étude « Perspectives ouest-africaines : peuplement, marché et sécurité alimentaire » (POA) du Club.

Les dynamiques de peuplement ont restructuré la géographie sociale et économique de l'Afrique de l'Ouest au cours des 60 dernières années. Ces transformations spatiales – urbanisation et concentration économique élevée – favorisent ainsi le développement de l'agriculture marchande. Alors que la population ouest-africaine devrait doubler d'ici 2050, les systèmes de production agricole vont continuer à se transformer profondément. Pour accompagner ces mutations, les politiques devraient mieux prendre en compte la localisation, les profils et les contraintes des producteurs afin de développer des stratégies de sécurité alimentaire efficaces. À cette fin, elles doivent s'appuyer sur des données homogènes et fiables – aujourd'hui non disponibles – notamment pour des variables clés telles que la population, l'activité agricole et les échanges commerciaux.



Objectifs

L'objectif du Forum est de soumettre quelques résultats de l'étude et les pistes politiques qu'ils induisent aux plus hauts responsables politiques ainsi qu'aux praticiens de la sécurité alimentaire. L'objectif est également de présenter, au fil des débats, des outils et de nouvelles approches qui pourraient appuyer le pilotage des politiques agricoles et alimentaires.

Tout au long des débats, les Ministres ouest-africains en charge de l'agriculture, les leaders des organisations régionales et des associations de producteurs agricoles de la société civile et du secteur privé, seront sollicités pour orienter les conclusions et esquisser les suites du Forum.

VENDREDI 7 DÉCEMBRE 2012

Salle DIMAAKO

08h00 – 08h30 **Accueil et enregistrement des participants**

08h30 – 09h00 **Ouverture**

- M. François-Xavier de Donnea, Président du Club
- Prof. Alhousseïni Bretaudeau, Secrétaire exécutif, CILSS
- M. Ibrahima Diémé, Commissaire, dév. rural, ressources naturelles et environnement, UEMOA
- Dr. Lapodini Marc Atouga, Commissaire, agriculture, environnement et ressources en eau, CEDEAO
- Dr. Laurent G. Sédogo, Ministre en charge de l'agriculture et de l'hydraulique, Burkina Faso
- Rappel de la vision de l'étude POA, M. Laurent Bossard, Directeur, Secrétariat CSAO/OCDE

Session 1. Transformations économiques et spatiales

09h00 – 09h20 **Rétrospective du peuplement, de l'agriculture et de la sécurité alimentaire** (Secrétariat du CSAO/OCDE)

La transition démographique ouest-africaine se poursuit. Elle est accompagnée d'une redistribution spatiale des populations. Ces dynamiques de peuplement façonnent les trajectoires économiques, sociales et politiques de la région. Les performances agricoles sur les trois dernières décennies placent les pays de la région parmi les premiers au niveau mondial. Cependant 10 % de la population – soit autour de 30 millions de personnes – souffrent encore de sous-alimentation ou de sous-nutrition chronique. S'attaquer aux causes de la marginalisation des plus vulnérables nécessite de comprendre les dynamiques qui sont en train de modifier en profondeur la géographie économique et sociale de l'Afrique de l'Ouest.



Cette intervention sera l'occasion de présenter l'Outil statistique et cartographique d'analyse régionale (OSCAR) qui permet de générer des cartes et graphiques à partir d'une sélection d'indicateurs pour l'ensemble des pays ouest-africains et au niveau régional.

09h20 – 09h45 **Dynamiques de peuplement et émergence des marchés** (Secrétariat du CSAO/OCDE)

La plus importante de ces dynamiques est la concentration du peuplement qui est à la fois une cause et une conséquence des mutations économiques, sociales et politiques à l'œuvre. L'urbanisation en est une manifestation. Le réseau urbain tisse la trame de l'organisation spatiale de l'économie. Il transforme le monde rural avec lequel il construit des espaces intégrés d'échanges et de marchés. L'économie rurale se transforme et se diversifie ; même si les statistiques disponibles ne permettent pas de mesurer l'ampleur des mutations. Des chaînes de valeur, des filières, irriguent ces espaces où - du producteur au consommateur - une multitude d'acteurs, urbains et ruraux, interagissent. Les politiques sont appelées à accompagner ces évolutions et à mieux les intégrer dans les stratégies de sécurité alimentaire.

09h45 – 10h00 *Pause café*

10h00 – 10h45

Débat

10h45 – 11h00

Comment la connexion au marché modifie-t-elle la géographie de la production ?

L'exemple du corridor Ngaoundéré (Cameroun) – Mondou (Tchad)

→ par M. Fofiri-Nzossie, Enseignant-assistant, Université de Ngaoundéré, Cameroun

La connexion au marché, les infrastructures, le fonctionnement des institutions jouent un rôle décisif dans la configuration spatiale des marchés et les mutations du système agricole.

11h00 – 11h15

L'outil démo-économique au service des politiques

→ par M. Jean-Marie Cour, Consultant

La base de données standardisée conçue dans le cadre de l'étude POA fournit une image dynamique et spatialisée de l'évolution de la structure du peuplement. Elle renseigne sur les évolutions à long terme des rapports entre populations urbaines et rurales, agricoles et non agricoles, formelles et informelles. Sur cette base, la modélisation démo-économique pourrait apporter une image nouvelle des interactions entre les agents économiques et contribuer à la définition et la mise en œuvre des politiques.

11h15 – 12h00

Débat

12h00 – 13h30

*Déjeuner***Session 2. Marché régional et sécurité alimentaire**

13h30 – 14h00

Marchés et interdépendances (Secrétariat du CSAO/OCDE)

Essentiellement informels, les échanges régionaux de produits agricoles ne sont captés que très marginalement par les outils statistiques. Ils sont donc officiellement faibles voire inexistantes. L'analyse de la filière maïs laisse entrevoir les contours d'une réalité très différente bien que difficile à quantifier précisément à ce stade. L'absence de données sur le commerce régional et la consommation fragilisent les outils de prévention et de gestion des crises alimentaires. Les données réunies et construites dans le cadre de l'étude ouvrent de nouvelles perspectives.

14h00 – 14h15

Accès au marché et rôle des échanges dans la « sécurisation » alimentaire

→ par M. Jonathan Brooks, Analyste politique senior, Direction des échanges et de l'agriculture (TAD/OCDE)

Les échanges jouent un rôle déterminant dans l'équilibre entre zones de surplus et de déficit. Quels facteurs permettraient d'assurer la participation des marchés à la sécurité alimentaire ?

14h15 – 15h00

Débat

15h00 – 15h15

Pause café

Session 3. L'avenir des systèmes agricoles

15h15 – 15h35

Les mutations agraires (Secrétariat du CSAO/OCDE)

Entre 2010 et 2050, la population agricole devrait stagner alors que la population totale doublera et la population non agricole sera multipliée par trois. Les décennies à venir pourraient donc connaître une véritable révolution agricole.

Les exploitations familiales, qui représentent 80 % des agriculteurs, ont jusqu'ici assuré une part importante de la production agricole en s'adaptant aux mutations de la demande. A moyen terme, le modèle général de production ne devrait pas être éloigné de celui fondé sur l'exploitation de type familial de taille plus ou moins grande. Cependant, à long terme, le processus de transformation des systèmes de production devrait voir la croissance de la taille moyenne des exploitations, la spécialisation des petites exploitations bien connectées aux marchés et l'émergence de très grandes exploitations. Les politiques nationales et régionales devraient décliner des dispositifs ciblés en direction des différents profils de producteurs, enjeux et contraintes ; mieux maîtriser les disponibilités en terre et améliorer les mécanismes de gestion foncière.

15h35 – 15h50

Témoignages sur le développement d'une agriculture commerciale

→ par M. Harouna Labo, Ferme Avicole Labo (Niger) et M. Mohd Nanono, Kuka Farm's Enterprise (Nigeria)

Par un jeu de questions/réponses, les deux intervenants réagissent aux points soulevés par la présentation précédente et l'éclairent par leur expérience en tant que producteurs.

15h50 – 16h30

Débat

16h30 - 17h00

Conclusion et perspectives

Dans un contexte où la rapidité et la profondeur des mutations sont de grande ampleur, comment l'Afrique de l'Ouest pourrait-elle se doter de mécanismes permanents de suivi et d'adaptation des politiques ?

Réunion du Groupe d'orientation politique du Club (GOP)

SAMEDI 8 DÉCEMBRE 2012



Siège de la Commission de l'UEMOA

- | | |
|---------------|---|
| 08h30 – 09h00 | Accueil des participants |
| 09h00 – 09h15 | <p>Ouverture</p> <p>→ Mot de bienvenue de la Commission de l'UEMOA</p> <p>→ Remarques de M. François-Xavier de Donnea, Président du Club</p> <p>→ Approbation de l'ordre du jour</p> |
| 09h15 – 10h45 | <p>Rapport d'activités et d'exécution du budget du CSAO</p> <p>→ Présentation du bilan général des activités et du budget 2012 et enseignements sur le biennium 2011-2012, par M. Laurent Bossard, Directeur, Secrétariat CSAO/OCDE</p> <p>→ Débat et approbation du rapport d'activités et d'exécution budgétaire (janvier – octobre 2012)</p> |
| 10h45 – 11h00 | <i>Pause café</i> |
| 11h00 – 13h00 | <p>Programme de travail et budget 2013-2014</p> <p>→ Présentation du projet de programme de travail et budget, par M. Laurent Bossard</p> <p>→ Débat</p> <p>→ Approbation formelle du programme de travail amendé et du budget 2013-2014</p> |
| 13h00 – 15h00 | <i>Déjeuner</i> |
| 15h00 – 17h00 | <p>Gouvernance du Club et gestion du Secrétariat</p> <p>→ Point sur le Membership, la signature du Mandat, la signature du Protocole d'accord entre le Club et l'OCDE</p> <p>→ Date du prochain GOP, date et lieu de la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest 2013 et thème du Forum</p> <p>→ Autres</p> |

Who's Who ?

Quelques personnalités et intervenants

Cette liste sera complétée dans le compte rendu de la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.



S.E.M. Beyon Luc Adolphe Tiao

Premier Ministre du Burkina Faso

Nommé Premier ministre du Burkina Faso le 18 avril 2011, M. Beyon Luc Adolphe Tiao a bâti une longue carrière dans les domaines de la communication et de la diplomatie. Directeur de journaux (1984-1985) puis, directeur général des Éditions SIDWAYA (1987-1990), il est promu Secrétaire général du Ministère de la communication et de la culture en 1990. En 1992, il rejoint Paris où il débute sa carrière internationale et diplomatique au poste d'attaché de presse de l'Ambassade du Burkina Faso. Entre 1996 et 2001, il assume les fonctions de Conseiller chargé de missions auprès du département de la communication du Premier Ministère. De 2001 à 2008, il préside le Conseil supérieur de l'information (CSI), actuel Conseil supérieur de la communication (CSC). Il s'investit notamment dans la mise en place des réseaux africain et francophone de régulation de la communication, deux Instances qu'il dirige jusqu'en 2008, avant d'être nommé Ambassadeur du Burkina Faso en France. Auteurs de plusieurs ouvrages sur le rôle des médias dans les processus de transition démocratique en Afrique, il obtient ses diplômes en communication du Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI) de l'Université de Dakar, de l'École supérieure de droit de l'Université de Ouagadougou, et de l'Université de Montréal. Il est également titulaire d'un DEA du Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Paris et d'un doctorat en sciences de l'information et de la communication de l'Université de Paris II.



Mme Kristalina Georgieva

Commissaire européenne chargée de la coopération internationale, de l'aide humanitaire et de la réaction aux crises

Spécialisée en politique environnementale, Mme Georgieva est la première commissaire chargée de la Coopération internationale, de l'aide humanitaire et de la réaction aux crises. Elle supervise la direction générale qui combine aide humanitaire et protection civile de façon à rendre les interventions de l'UE plus cohérentes. Avant de rejoindre la Commission européenne en 2010, elle a occupé des postes divers à la Banque mondiale, notamment en tant qu'administratrice de la Banque mondiale pour la Fédération de Russie. En 2007-2008, elle prend ses fonctions de directrice du développement durable, puis de vice-présidente et secrétaire du Groupe de la Banque mondiale. Elle a également été professeur associée de l'Université d'économie nationale et mondiale de Sofia de 1977 à 1993, chargée de recherche à la London School of Economics et professeur invité à l'Université du Pacifique Sud des Îles Fidji et à l'Université nationale australienne. Elle est titulaire d'une maîtrise en sociologie et économie politique et d'un doctorat en sciences économiques de l'Université d'économie nationale et internationale de Sofia.



M. Kadré Désiré Ouédraogo

Président de la Commission, CEDEAO

Éminent économiste, homme politique et diplomate, M. Kadré Désiré Ouédraogo était le Premier Ministre du Burkina Faso de 1996 à 2000. Il commence sa carrière en tant que conseiller aux Affaires économiques au sein du Ministère du commerce et du développement industriel. Il a ensuite travaillé pendant plusieurs années avec le Fonds de solidarité et d'intervention pour le développement de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (FOSIDEC), un fonds de promotion de la participation de prêteurs privés dans le développement de certains des pays les moins avancés de la Communauté. M. Ouédraogo devient ensuite vice-gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), avant d'être nommé par le Président Blaise Compaoré à la tête du gouvernement en 1996. Un an plus tard, il remporte un siège à l'Assemblée nationale. Après sa démission en tant que Premier Ministre, il est nommé ambassadeur du Burkina Faso en Belgique, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, ainsi que Représentant permanent auprès de l'UE et l'OMC. M. Ouédraogo a étudié l'économie à l'Université Paris I. Il est également diplômé de l'École des Hautes Études Commerciales de Paris (HEC-Paris, 1977) avec une option en affaires internationales.

M. Cheikhe Hadjibou Soumaré

Président de la Commission, UEMOA



De mère sénégalaise et de père malien, M. Soumaré a grandi au Sénégal à Thiès. Il débute sa carrière professionnelle en tant que collecteur d'impôts dans la région de Kaolack et rejoint ensuite le Département régional du Ministère des finances puis le Ministère de l'économie et des finances. De 1991 à 1995, il travaille comme Directeur par intérim de la Banque de crédit et commerce internationale (BCCI) au Sénégal. Il entre au gouvernement en 2001 en tant que Ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances chargé du budget et de l'habitat. En 2007, il est nommé Premier Ministre par le Président Abdoulaye Wade, poste qu'il occupe jusqu'en 2009. Il assume depuis 2011 le poste du Président de la Commission de l'UEMOA. Parmi ses priorités figure notamment la sécurité alimentaire. Il a en particulier mis en place le Comité de haut niveau sur la sécurité alimentaire de l'UEMOA. M. Soumaré est titulaire d'un master en économie de l'Université de Dakar et diplômé de l'École nationale d'administration et de magistrature (ENAM) de Dakar. Il est co-auteur d'une étude de l'université d'Oxford portant sur « Le financement extérieur du développement de l'Afrique au sud du Sahara dans les années 1990 : cas du Sénégal ».



Prof. Alhousseini Bretaudeau

Secrétaire exécutif, CILSS

Professeur Bretaudeau est nommé Secrétaire exécutif du CILSS en 2007 et son mandat est renouvelé en 2010. S'appuyant sur la longue histoire commune qui lie le CILSS et le Club, le professeur est très impliqué dans la consolidation des relations entre les deux institutions, notamment dans le domaine de la sécurité alimentaire. Pour contribuer à l'expansion de la recherche agricole au Mali, il a fondé le laboratoire d'agro-physio-génétique et de biotechnologie végétale de l'Institut polytechnique de Katibougou, où il était professeur en agronomie et en amélioration des plantes. Il est titulaire, depuis 1983, d'un doctorat en sciences agronomiques, option Phytotechnie, de l'Université de sciences et techniques du Languedoc Roussillon à Montpellier.



M. François-Xavier de Donnea

Ministre d'État belge, Membre de la Chambre des Représentants, Président du Club

Secrétaire d'État à la Coopération au Développement de juin 1983 à novembre 1985, puis Ministre de la Défense nationale de novembre 1985 à mai 1988, Parlementaire depuis 1981, M. de Donnea préside actuellement la Commission des Relations extérieures de la Chambre des Représentants. Il est également professeur émérite de l'Université Catholique de Louvain. Parmi ses nombreux engagements, il occupe depuis 2009 le poste de président du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Il est notamment un acteur clé de la refondation du Club. Il œuvre également en faveur d'un plus grand engagement de la part des nouveaux acteurs de la coopération Sud-Sud, et d'une plus forte implication des parlementaires des pays membres de l'OCDE et de l'Afrique de l'Ouest.



Dr. Lapodini Marc Atouga

Commissaire de la CEDEAO chargé de l'agriculture, de l'environnement et des ressources en eau

M. Atouga est un agro-économiste avec des décennies d'expérience politique au sein de la région ouest-africaine et au-delà (BIT, IFDC, UEMOA, UNOPS, USAID). Il a rejoint la Commission de la CEDEAO, avec alors un bagage de près de dix ans d'expérience professionnelle à la Commission de l'UEMOA, dans le domaine agricole. Originaire du Togo, il obtient un diplôme d'agronome de l'Université du Bénin, à Lomé, et poursuit ses études qui se sont soldées par l'obtention d'un master en économie agricole et des ressources de l'Université du Maine (USA), ainsi que d'un doctorat en économie agricole, avec l'accent sur les méthodes d'analyse quantitative, de l'Université Texas Tech de Lubbock (États-Unis).



M. Ibrahima Diémé

Commissaire de l'UEMOA chargé du développement rural, des ressources naturelles et de l'environnement

M. Diémé est Commissaire de l'UEMOA depuis septembre 2011. Son département opère dans les domaines critiques de la sécurité alimentaire, de l'eau et de l'environnement au sein de l'Union. Entre autres, il met en place des politiques pour soutenir le développement des secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de la foresterie. Le Commissaire Diémé a activement participé à la formulation de l'agenda régional sur la sécurité alimentaire, en prenant part à de nombreuses conférences et en contribuant à la mise en œuvre de la « Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires », adoptée par les pays ouest-africains en novembre 2011. Auparavant, il a occupé le poste de directeur adjoint du Secrétariat de la Commission de l'UEMOA. Économiste de formation, M. Diémé possède une vaste expérience dans la finance internationale. Il a servi en tant qu'administrateur de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et gouverneur de la Banque africaine de développement (BAD).



Dr. Djimé Adoum

Ministre de l'agriculture et de l'irrigation du Tchad, Ministre Coordonnateur du CILSS

Appelé au cabinet du Président en 2009, M. Adoum a servi en tant que conseiller technique en matière de développement rural de Son Excellence M. Idriss Déby Itno, président de la République du Tchad, avant d'être nommé Ministre à la fin 2011. Dr. Adoum détient 25 années d'expérience professionnelle dans le domaine du développement international, notamment en Afrique subsaharienne. Il a occupé divers postes de responsabilité liés à la recherche et la vulgarisation agricole, ainsi qu'à la conception de programmes de développement dans de nombreux pays, de l'Afrique du Sud à l'Égypte en passant par le Sénégal, l'Éthiopie, le Kenya, le Cameroun, les États-Unis et bien sûr son pays natal, le Tchad. En travaillant pour divers partenaires au développement comme la Banque mondiale, l'USAID et de nombreux instituts de recherche, il a acquis une connaissance approfondie de la mise en œuvre des stratégies de développement. Dr. Adoum est titulaire d'un diplôme de troisième cycle en agronomie, option production végétale et statistiques, et d'un doctorat en agronomie et agro-vulgarisation, de l'Université du Maryland aux États-Unis.



S.E.M. Laurent G. Sédogo

Ministre de l'agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques, Burkina Faso

Ancien officier militaire et homme politique, M. Sédogo a occupé pendant sa longue carrière de nombreux postes ministériels et de responsabilité, à savoir ceux de : Directeur du Service National Populaire (1985-88) ; Secrétaire général du Ministère de la défense (1987-1988) ; Ministre de l'action coopérative paysanne (1998-90) ; Ministre de l'environnement et du cadre de vie (2004-08) et enfin, depuis 2008, Ministre de l'agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques. Passionné du développement rural et de la géographie, il a débuté sa carrière professionnelle en tant qu'encadreur et instructeur de topographie dans l'armée nationale. Très vite, il s'est spécialisé en cartographie et surveillance de l'espace. Il a occupé le poste de Chef du programme de contrôle de la désertification (1991-93) et d'expert en Système d'information géographique (1995-96) auprès du Ministère de l'environnement, puis au CILSS (2003). Formé en mathématiques et en physique à l'Université de Rabat, Maroc, M. Sédogo est également titulaire d'un master en système d'information géographique appliquée au développement rural et d'un doctorat en gestion durable des ressources naturelles de la Faculty of Geo-Information Science and Earth Observation (ITC) des Pays-Bas.



M. Sujiro Seam

Directeur adjoint des biens publics mondiaux, Ministère français des Affaires étrangères

Diplômé de l'École supérieure de commerce de Paris et ancien élève de l'Institut d'études politiques de Paris, Sujiro Seam rejoint le Ministère des Affaires étrangères à sa sortie de l'École nationale d'administration en 1998. Diplomate de carrière, il sert à la direction des affaires juridiques jusqu'en 2001 et à la représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne jusqu'en 2009. Il est ensuite promu sous-directeur de la sécurité alimentaire et du développement économique en 2009, puis directeur-adjoint des biens publics mondiaux en 2011. Au titre de la présidence française du G8 et du G20 en 2011, il préside l'initiative de l'Aquila pour la sécurité alimentaire et co-facilite les travaux du groupe de travail du G20 dans ce domaine.



T. Jean de Dieu Somda

Représentant spécial du Président du Club

Vice-Président de la Commission de la CEDEAO de 2007 à 2012, M. Somda a été Ministre délégué auprès du Ministre des Affaires étrangères chargé de la coopération régionale du Burkina Faso de 2002 à 2007. Auparavant il a occupé le poste de Président Directeur général de la Société africaine de services (SAS) de 1988 à 2001. Il est titulaire d'une maîtrise en droit international public de l'Université de Dakar, d'un diplôme de l'Institut international en administration publique de Paris ainsi qu'un DESS en administration internationale publique de l'Université Paris I.

et aussi...

**M. Thomas Allen**

Consultant, Secrétariat du CSAO/OCDE

Économiste, M. Allen travaille depuis six ans sur les problématiques liées aux systèmes et aux politiques alimentaires. Ses recherches portent principalement sur l'analyse et le renforcement de la sécurité alimentaire, avec un intérêt particulier pour les modélisations économiques intégrant des indicateurs de nutrition. Son travail de thèse à l'Université de Montpellier a porté sur l'évaluation de la faisabilité et de la pertinence d'une taxation indirecte des produits alimentaires dans le cadre d'une politique nutritionnelle. Bénéficiant d'une bourse post-doctorale, Thomas est accueilli pendant cinq mois au laboratoire de nutrition ALNUTS de l'Université Mentouri de Constantine (Algérie), où il a participé à un projet de recherche sur les capacités de résilience des ménages algériens à l'insécurité alimentaire. Tout en assurant des fonctions d'enseignant-chercheur à l'Université de Perpignan, il a contribué au projet FSSIM-Africa dédié à la conception d'un modèle agricole bio-économique applicable aux cas des petites exploitations dans les pays africains (Sierra Leone).

**Mme Maty Ba Diao**

Chef du Département Information et Recherche, Centre régional AGRHYMET/CILSS

Experte confirmée en sécurité alimentaire, Mme Ba Diao a été, pendant une vingtaine d'années, chercheur à l'Institut sénégalais de recherches agricoles sur les systèmes périurbains de production agricole. En 2006, elle rejoint l'équipe de l'Institut du Sahel/CILSS à Bamako en tant qu'experte. En poste actuel à Niamey depuis 2009, elle est chargée de la coordination de la production et la diffusion d'informations sur la sécurité alimentaire, la maîtrise de l'eau et le climat. Elle présente régulièrement les résultats prévisionnels et définitifs de la campagne agropastorale lors des réunions du RPCA. Mme Ba Diao est diplômée en agronomie approfondie de l'INA Paris-Grignon et titulaire d'un doctorat en sciences en biologie animale de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

**M. Issa Martin Bikienga**

Conseiller technique du Ministre de l'agriculture et de l'hydraulique au Burkina Faso

Ingénieur-agronome et ancien Ministre de l'agriculture du Burkina Faso (1999-2000), M. Bikienga a plus de 30 ans d'expériences dans le domaine de la sécurité alimentaire. Sa carrière professionnelle a commencé en 1979 dans la fonction publique burkinabè au cours de laquelle il a dirigé de nombreux projets de développement agricole et agro-industriel. Il a notamment occupé les fonctions suivantes : Directeur d'exploitation de la Société sucrière de la Comoé (SOSUCO) ; Directeur des études et de la planification du Ministère de l'agriculture et des ressources animales ; Secrétaire général du Ministère de l'agriculture et des ressources animales ; et Secrétaire exécutif adjoint du CILSS de 2005 à 2011. Ancien étudiant de l'Université de Niamey, il est titulaire d'un diplôme d'ingénieur agronome de l'Université intégrée de Kassel en Allemagne et d'un diplôme du Centre d'études financières, économiques et bancaires de Paris ainsi que de l'Institut de formation agronomique et rurale des régions chaudes à Montpellier.



M. Laurent Bossard

Directeur, Secrétariat du CSAO/OCDE

Géographe de formation, M. Bossard a consacré toute sa carrière aux questions de développement en Afrique de l'Ouest. Il rejoint la Direction générale du développement de la Commission européenne en 1982 où il est nommé conseiller technique pour la coopération régionale dans les pays du Sahel, poste basé au Burkina Faso qu'il occupe jusqu'en 1988. De 1989 à 1994, il travaille pour le Centre d'investissement de la FAO sur des programmes de la Banque mondiale au Bénin et au Niger. Il collabore avec une ONG et des centres de recherche dans le domaine de l'élevage, des marchés céréaliers ouest-africains et du commerce international. Il rejoint le « Club du Sahel » en 1995 dans le cadre de l'étude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest. Il contribue ensuite à une réflexion sur l'avenir du Sahel (Sahel 21) et de la coopération internationale (Coopération 21). En 2004, il est nommé chef de l'unité « Intégration régionale » du Secrétariat du CSAO/OCDE. Il dirige les travaux d'appui à la CEDEAO pour la définition de sa position commune sur la migration. Il est également, avec son équipe, à l'origine du réseau « West African Borders and Integration » (WABI). En poste actuel depuis mars 2011, M. Bossard a produit de nombreux rapports, études et articles. Il a notamment dirigé l'Atlas régional de l'Afrique de l'Ouest dont il est co-auteur.



M. Jonathan Brooks

Analyste économique senior, Direction des échanges et de l'agriculture (TAD/OCDE)

M. Brooks travaille principalement dans les domaines de la politique agricole, du commerce et du développement. Il s'intéresse actuellement au rôle de l'agriculture dans la réduction de la pauvreté et dans la sécurité alimentaire. Avant de rejoindre l'OCDE en 1999, il a été maître de conférences à l'Université de Reading et consultant pour divers projets. Jonathan Brooks est titulaire d'un doctorat en économie agricole de l'Université Davis de Californie, d'un master en économie de l'Université de Purdue et d'une licence en économie de la London School of Economics. Avant de se spécialiser en économie agricole, il occupait le poste de macro-économiste chez Data Resources, Inc.



M. Jean-Marie Cour

Consultant, ingénieur et économiste

M. Cour est ingénieur général des ponts et chaussées et économiste. Suite à l'étude « Une image à long terme de l'Afrique au sud du Sahara » (ILTA), réalisée en 1984 à l'intention de la Commission des Communautés européennes, M. Cour a rejoint le siège de la Banque mondiale en 1985 pour y promouvoir la démarche prospective et développer de nouveaux outils de suivi de l'économie réelle des pays en voie de peuplement. Ces concepts et outils ont servi de base à l'étude des « Perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest » (WALTPS), réalisée par le « Club du Sahel », puis à divers programmes du PDM dont le programme « Relance des économies locales en Afrique » (ECOLOC). Depuis 2000, il intervient comme consultant auprès du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, de la Banque mondiale et de diverses OIG africaines sur les questions relatives à l'aménagement du territoire, à la décentralisation et au développement local.



Mme Coralie David

Analyste politique de l'investissement agricole et de la sécurité alimentaire, Secrétariat du CSAO/OCDE

Mme David travaille à l'OCDE depuis 2010 et appuie également la coordination du RPCA. Elle a participé à l'élaboration de la stratégie de développement de l'OCDE et elle travaille actuellement sur les politiques de promotion de l'investissement privé en agriculture. Elle a travaillé en particulier sur l'Indonésie, la Tanzanie, et actuellement le Myanmar. Aussi, elle a travaillé pour des ONG au Tchad et au Sri Lanka sur des programmes de développement agricole. Elle détient un master d'agro-économiste de l'Institut national agronomique de Paris, ainsi qu'un master d'administration publique en développement international de la Harvard Kennedy School of Government.



M. Abdoul Karim Dankoulou

Expert en communication et en conception de supports multimédias, CILSS/SE

M. Dankoulou a rejoint en 2008 l'équipe du Secrétariat exécutif du CILSS en tant que webmaster et support multimédias, après avoir servi pendant 12 ans le Centre régional Agrhymet /CILSS à Niamey. Il est titulaire d'une licence technique en sciences informatiques de l'Université de Abubakar Tafawa Balewa du Nigeria et d'un DESS en marketing et communication de la Fondation universitaire Mercure à Bruxelles.



M. Eric Joël Fofiri

Enseignant-assistant, Université de Ngaoundéré, Cameroun

M. Fofiri est docteur en géographie économique et enseignant-assistant à l'Université de Ngaoundéré (Cameroun) depuis 2011, après avoir été chargé de 2006 à 2010 de travaux dirigés dans la même université. Ses recherches portent sur les conditions d'amélioration de l'offre alimentaire dans les régions soudano-sahéliennes et soudano-guinéennes. Ses principaux centres d'intérêt sont les dynamiques pastorales, le rôle des marchés locaux, régionaux et internationaux dans l'approvisionnement urbain et les politiques publiques. Il est chercheur-associé au Pôle Régional de Recherche Appliquée au Développement des Systèmes Agricoles d'Afrique Centrale –PRASAC- (www.prasac-cemac.org) et collabore avec l'UMR Innovation, du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD). Ses recherches s'effectuent dans le cadre de manifestations et de revues scientifiques, mais aussi en réponse à des consultations auprès des organismes de développement.



M. Philipp Heinrigs

Chargé de programme, Secrétariat CSAO/OCDE

Économiste de formation, M. Heinrigs est impliqué dans les questions de développement en Afrique de l'Ouest, notamment celles liées à l'économie, la sécurité alimentaire et l'intégration régionale. Avant de rejoindre le Secrétariat du CSAO/OCDE en 2003, il travaille à la GIZ dans le Département en charge de la politique économique et au Kiel Institute for the World Economy. M. Heinrigs est titulaire d'un Bachelor of Sciences de la School of Oriental and African Studies (SOAS) et de la London School of Economics (LES). Il poursuit ensuite des études de second cycle en politique économique internationale au Kiel Institute for the World Economy.



M. Amadou Keita

Enseignant, chercheur en irrigation et drainage, Zie

Ingénieur en hydraulique, formé à l'École Nationale d'Ingénieurs de Bamako (1987), M. Keita est titulaire d'un master en développement des terres et des ressources en eau de l'UNESCO-IHE, l'Institut pour l'éducation relative à l'eau (Pays-Bas, 2008). Il enseigne actuellement l'irrigation et le drainage à l'Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement au Burkina Faso, et poursuit un doctorat à l'UNESCO-IHE sur le thème du « Drainage des sols irrigués de bas-fonds en zone tropicale de Savane ». M. Keita a été chercheur en irrigation à l'Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI) pendant sept ans. Il a également travaillé pendant sept ans comme conseiller technique international pour un projet sous-régional de la FAO (GCP/RAF/340 JPN), s'intéressant notamment aux systèmes d'irrigation à faibles coûts.



M. Amadou Mactar Konaté

Expert en sécurité alimentaire, CILSS/SE

M. Konaté est un agroéconomiste présentant une trentaine d'années d'expérience dans les domaines de l'agriculture, des systèmes d'alerte précoce, des statistiques agricoles, de la planification et de l'exécution des programmes de développement agricole, ainsi que dans le suivi et l'évaluation des politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Au Secrétariat exécutif du CILSS, il est notamment en charge de la surveillance de la situation agricole et alimentaire et de l'animation du dispositif régional de prévention et de gestion des crises alimentaires (RPCA). Il a participé à la rédaction de nombreux documents stratégiques, parmi lesquels figurent notamment le Cadre stratégique sur la sécurité alimentaire du CILSS, le PRIA/PREGEC de la CEDEAO et le Food Security Thematic Programme (volet 2 – SA) de l'Union européenne. Il est en outre l'auteur d'une série de notes, d'articles et de rapports analytiques portant sur la situation agricole et alimentaire au Sahel.



M. Harouna Labo

Chef d'entreprise, Ferme Avicole Labo, Niger

Originaire de Maradi, M. Labo est impliqué très jeune dans la gestion d'une ferme et la commercialisation de ses produits. Il est ensuite formé à la comptabilité et à la gestion des entreprises et se spécialise dans le secteur avicole. Il participe à de nombreux voyages d'études, portant notamment sur les techniques avicole et la biosécurité dans les fermes (UEMOA-USAID, 2004), sur l'industrie avicoles et le ravitaillement en céréales au Sénégal (FAO-ECTAD-USAID, 2006), ainsi que sur les fermes avicoles et les marchés de volailles au Mali (FAO-USAID-ECTAD, 2008). En outre, il contribue aux travaux de la coopération transfrontalière dans le cadre du Club (2007). Le couvoir de M. Labo compte une capacité de 17 000 poussins par semaine.



M. Ibrahim Laouali

Coordinateur technique régional - Afrique de l'Ouest, FEWS NET

M. Laouali a été analyste de sécurité alimentaire au CILSS de 1993 à 2005. Depuis 2012, il est coordonnateur technique de FEWS NET pour l'Afrique de l'Ouest, après avoir occupé le poste de représentant régional en 2006, à Ouagadougou, et de représentant régional pour les marchés de 2007 à 2011. Avant de rejoindre l'équipe du CILSS, M. Laouali était Chef de service des politiques agricoles au Ministère de l'agriculture et de l'élevage du Niger où il a dirigé plusieurs réflexions nationales sur les filières, la sécurité alimentaire et les stratégies d'intervention en milieu rural. Il a également mis en place une cellule d'études prospectives pour appuyer la prise de décision. En plus de ses fonctions actuelles à FEWS NET, il assure la présidence du Comité technique du Cadre harmonisé qui est un outil d'analyse de l'insécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest. M. Laouali est titulaire d'un master en économie rurale de l'Université Laval au Canada.



M. Amadou Moussa

Président de l'Association régionale pour l'irrigation et le drainage en Afrique de l'Ouest et du Centre (ARID)

Ancien élève de l'Institut International de l'eau et de l'environnement (IIEE, Burkina Faso) et de l'École nationale d'ingénieurs de Bamako (ENI), M. Moussa est un ingénieur du génie rural avec une trentaine d'années d'expérience dans le domaine de l'irrigation, des équipements ruraux et du drainage. Il a contribué à l'élaboration des politiques et stratégies de l'agriculture d'irrigation et à la rédaction de nombreuses études, notamment sur la mobilisation des eaux (barrages, seuils, mares), sur les réalisations des aménagements hydro-agricoles, et sur les techniques et technologies d'irrigation (captage, exhaure, transport et distribution d'eau). Dans son parcours figurent les postes suivants : Responsable du Bureau central des études techniques au génie rural (1987 – 1988) ; Directeur régional et Directeur national adjoint du génie rural (1988-2001) ; Directeur de la mobilisation des eaux et de l'irrigation (2002-2010), et enfin Directeur général du génie rural de 2010 à ce jour. M. Moussa est également membre de trois groupes de travail de la Commission internationale de l'irrigation et de drainage (CIID). Il est engagé au niveau associatif en tant que membre fondateur de plusieurs associations.



Alhaji Mohd Sabo Nanono

Directeur exécutif de l'entreprise Kuka Farm au Nigeria

M. Nanono a passé la plus grande partie de sa carrière dans le financement du développement, s'intéressant plus particulièrement aux institutions et aux commerces bancaires. Il a occupé la fonction de Directeur général et de Président directeur général de la société Kano State Investment and Properties Limited (KSIP - LTD) de 1984 à 1990, puis devient Directeur exécutif de la Bank of the North LTD de 1984 à 1990, et de Directeur général et Président directeur général de l'African International Bank (AIB) à Lagos, de 1995 à 2000. M. Nanono a également été le Président de l'Association des agriculteurs du Nigeria (All Farmers Association of Nigeria - AFAN) pour la section de Kano et il a soutenu de nombreuses organisations à but non lucratif. Aujourd'hui, il s'est retiré de ses fonctions et travaille désormais comme agriculteur, en parallèle de son poste de Directeur exécutif de l'entreprise Kuka Farm à Kano. L'entreprise est engagée dans la production de fruits, de légumes, de bétail, et de poisson, ainsi que dans la production de céréales. Alhaji Nanono est titulaire d'une licence en administration commerciale de l'Université Ahmadu Bello de Zaria (ABU, 1972) et d'un master en politique et administration publique (MPPA) de l'Université du Wisconsin (États-Unis) et de l'Université de Harvard- AMP- 114- (1994).



M. Clément Ouédraogo

Coordonnateur du Programme régional d'appui à la maîtrise de l'eau, CILSS/SE

Ingénieur spécialisé en hydraulique agricole, et plus précisément, dans les questions liées au développement local, M. Ouédraogo est actuellement en charge de la gestion des initiatives et des actions du CILSS en matière de valorisation de l'eau pour l'agriculture et les besoins domestiques et pastoraux. De 2007 à 2010, il coordonne le Programme régional solaire phase 2 (PRS 2) du CILSS, puis de 2009 à 2012, le West African Irrigation programme visant à améliorer les performances et la productivité des systèmes irrigués et à promouvoir l'irrigation à petite échelle. Auparavant, il a travaillé en tant que consultant pour plusieurs programmes d'hydraulique au Burkina Faso, au Mali et en Mauritanie. Il a également présidé le Cadre de concertation des organisations travaillant sur l'eau au Burkina Faso (2004 – 2006) et administré l'ONG Eau-Vive (2004-2006). Enfin, il a occupé le poste de représentant pour le Burkina Faso et le Togo de 2001 à 2006.



M. Jean Senahoun

Économiste au Système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO (SMIAR/FAO)

Au SMIAR/FAO depuis 10 ans, M. Senahoun est en charge du suivi et de l'analyse de la situation alimentaire en Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord. Titulaire d'un doctorat en économie agricole de l'Université de Stuttgart-Hohenheim en Allemagne, il participe à la rédaction de diverses publications de la FAO, consacrées au suivi de la situation alimentaire mondiale.



M. Moussa Tchangari

Coordonnateur du Consortium Droit à l'alimentation et souveraineté alimentaire

Philosophe de formation et militant pour la démocratie et la défense des droits de l'Homme, M. Tchangari s'est investi dans de nombreux mouvements associatifs. Il a été leader du Mouvement étudiant de l'Union des scolaires nigériens (1989-1990), membre fondateur de l'Association nigérienne de défense des droits de l'Homme (ANDDH) (1991), et fondateur et rédacteur en chef du journal Tribune du Peuple (1993) ainsi que du journal Alternative (1994). M. Tchangari a également été Secrétaire général de l'Association nigérienne des éditeurs de la presse écrite, puis Président de l'association Maison de la presse. Au cours de son parcours, M. Tchangari, a connu plusieurs fois la prison pour être resté fidèle à ses idées.

Dr. Marie Trémolières

Chargée de programme, Secrétariat du CSAO/OCDE

Dr. Trémolières est politologue au sein du Secrétariat du Club depuis 2002. Elle y travaille sur plusieurs problématiques du développement, notamment sur la sécurité humaine, la sécurité alimentaire, la coopération transfrontalière et l'intégration régionale. Auparavant, elle a eu plusieurs expériences professionnelles dans le milieu privé et universitaire, tout en poursuivant sa thèse sur le thème : « Média, systèmes politiques et économie en Thaïlande, au Vietnam et à Singapour : D'une perspective occidentale à une perspective du Sud-est asiatique ».



Mme Julia Wanjiru

Chargée de communication, Secrétariat du CSAO/OCDE

Professionnelle polyvalente de la communication travaillant sur les enjeux de développement africains, Mme Wanjiru a entre autres conçu et développé le Portail de l'Afrique de l'Ouest et coordonne actuellement la revue de presse hebdomadaire du Club. Avant de rejoindre le Secrétariat en 2006, elle était consultante auprès du Secrétariat des relations mondiales de l'OCDE (ancien CCNM, 2006) et pour l'Initiative pour l'Afrique centrale (INICA, 2004-05). Dans le cadre d'un service civil volontaire, elle a travaillé avec des enfants dans les bidonvilles de Mathare Valley, Nairobi et près de Kisumu (1997-98). Mme Wanjiru est diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris (IEP, SciencesPo), avec une spécialisation en marketing et dans les métiers du développement.



M. Sibiri Jean Zoundi

Administrateur principal, Secrétariat du CSAO/OCDE

Ingénieur du développement rural de formation, M. Zoundi travaille pendant vingt ans à l'Institut de l'environnement et de recherches agricoles du Burkina Faso (INERA) en tant que maître de recherches. En 2006, il rejoint le Secrétariat du Club au poste d'administrateur principal et expert des questions de l'agriculture et du développement rural. Il assure la coordination et la mise en œuvre de diverses initiatives portant sur les politiques agricoles, la sécurité alimentaire et la gestion des ressources naturelles. Actuellement, il est chargé de faciliter le dialogue inclusif autour de l'Initiative AGIR et de la Charte pour la prévention et la gestion des crises alimentaires. M. Zoundi est titulaire d'un doctorat d'État en sciences et biologie appliquée de l'Université de Ouagadougou.

Secrétariat du
Club  DU SAHEL ET DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST



www.oecd.org/csao

Adresse postale CSAO/OCDE
2, rue André Pascal
F-75775 Paris, Cedex 16

Tél +33 (0)1 45 24 89 87
Fax +33 (0)1 45 24 90 31
Courriel swac.contact@oecd.org